

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 13/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AUBERT & DUVAL Issoire**

Parc Technologique La Pardieu  
6 rue Condorcet  
63100 CLERMONT FERRAND

Références : 20221213-RAP-63-1398-InspectionAubertDuvalIssoire  
Code AIOT : 0005600368

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement AUBERT & DUVAL Issoire implanté ZI du PIAT 63500 ISSOIRE. L'inspection a été annoncée le 17/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUBERT & DUVAL Issoire
- ZI du PIAT 63500 ISSOIRE
- Code AIOT : 0005600368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine d'ISSOIRE est spécialisée dans le forgeage et le matriçage de blocs en aluminium, destinés à la fabrication de pièces de structure pour l'industrie aéronautique et spatiale.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale sur la prévention du risque incendie dans les traitements de surface,
- gestion de la pollution en PZ6,
- suites de la dernière inspection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Lettre de suite préfectorale	9 mois
8	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Lettre de suite préfectorale	9 mois
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 3.2.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 4.3.5	Lettre de suite préfectorale	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
12	Pollution eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 2.1.1	Lettre de suite préfectorale	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
5	Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
6	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ayant porté en partie sur la prévention du risque incendie dans les installations de traitement de surface, certains points de divergence avec les exigences réglementaires ont été identifiées: désenfumage, mise à la terre... Ces installations de traitement de surface utilisant de l'acide nitrique, produit désormais classé toxique aigu, l'exploitant a diminué un stockage (cuve de 8m3 remplacée par cuve de 6 m3).

Concernant la gestion des eaux, l'exploitant réalise actuellement des travaux d'ampleur sur trois ans afin de séparer ses réseaux (eau pluviale, industrielle...). La finalisation de ces travaux doit permettre la mise en place d'un bassin de confinement des eaux incendie.

De plus, il est demandé à l'exploitant de délimiter puis traiter la pollution identifiée à proximité de la zone pressentie pour l'implantation du bassin (pollution de la nappe par des hydrocarbures).

Enfin, suite à ces travaux de séparation des réseaux ainsi que d'autres travaux de canalisation des émissions atmosphériques des émissions des cabines de meulage, l'exploitant devra réaliser un dossier de porter à connaissance décrivant les modifications réalisées ainsi qu'un positionnement vis à vis de la réglementation RSDE (recherche des substances dangereuses dans l'eau).

Ce dossier servira de support pour la mise à jour ultérieure de l'arrêté régissant le site.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
<b>Constats :</b> Un système de désenfumage est présent dans la zone décapage contrôle. La surface n'a pas pu être contrôlée.  La zone décapage forge n'est pas équipée de désenfumage.
<b>Observations :</b> Bien que la réglementation ne fixe pas d'objectif de surface désenfumée, les dispositions générales du code du travail, imposent une surface total des sections d'évacuation et des amenées d'air frais > 1% de la superficie du locale (R. 4216-14 code du travail).  L'exploitant devra donc démontrer que cette surface minimale est équipée pour ses deux zones. Lors de l'inspection, ce dernier a argumenté l'absence de dispositif sur le fait que ces produits employés étaient non inflammables. Cependant, la réglementation nationale ne prévoit pas de dérogation sur ce point et un incendie d'origine électrique par exemple sur la zone ne peut pas être exclu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Commande automatique et manuelle Commande manuelle placées à proximité des accès
<b>Constats :</b> La zone contrôle est équipée de désenfumage avec commande manuelle de cartouches de CO2. Lors de la visite, il était indiqué un problème d'ouverture (une trappe sur trois) en 2021.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra équiper la zone décapage forge. Il devra également démontrer la réparation réalisée sur la trappe en défaut sur la zone contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Installations électriques – mises à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas su démontrer ce point.
<b>Observations :</b> Bien que les produits utilisés ne soient pas inflammables, la réglementation ne prévoit pas de dérogation sur ce point. De plus, le contrôle réglementaire électrique de 2022 indique des contrôles de prises de terre. L'exploitant devra démontrer que les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques sont bien équipées.  L'objectif de cette prescription est, outre limiter les sources d'ignition, de protéger les personnes d'un courant de fuite ou une décharge d'électricité statique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Constats :</b> Le système est équipé de contrôles de niveau de produits dans le bac. Les opérateurs complètent ces dispositifs par des contrôles visuels des hauteurs de liquides. Enfin, les opérateurs ont confirmé la présence d'un asservissement de l'arrêt du chauffage à un niveau bas de liquide. Le fonctionnement de cet asservissement n'a pas pû être contrôlé lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Moyens de lutte incendie – moyens

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
<b>Constats :</b> Les deux zones de traitement de surface sont équipées d'extincteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Moyens de lutte incendie – entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Les contrôles 2020 et 2021 ont été réalisés. Le prochain contrôle est prévu en décembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m <sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
<b>Constats :</b> L'installation n'est pour l'instant pas équipée d'un système de rétention des eaux incendie.
<b>Observations :</b> La mise en place d'un bassin de rétention est étudié depuis plusieurs années et est programmée pour 2023. Elle est conditionnée à l'achat d'un terrain à proximité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

#### N° 8 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Le site n'est pour l'instant pas équipé.
<b>Observations :</b> Le projet de modification du site prévoit un envoi des eaux incendie vers un séparateur/déboureur puis bassin confinement équipé d'une vanne pour couper l'envoi à l'Allier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois



## N° 10 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Vitesse minimale d'éjection de 8 m/s pour tous les émissaires.
<b>Constats :</b> inspection 2021: Constat N°1 : Rejets atmosphériques "L'exploitant a fait l'objet d'un contrôle inopiné de ses émissions atmosphériques en mars 2021. Ce contrôle conclut à une conformité générale des rejets hormis concernant la vitesse d'éjection de deux fours de réchauffage à gaz (R047 et R048). Ces fours sont des installations de réchauffage de pièces en aluminium avec tirage naturel (température comprise entre 400 et 500°C). Pour le four R048, la vitesse est relativement proche de celle prescrite (5,94 m/s pour 8 m/s) : l'exploitant devra soit mettre en place une solution technique permettant d'atteindre cette valeur soit démontrer l'acceptabilité de ce débit (en se basant sur son étude de risque sanitaire et sur l'arrêté du 2 février 1998 en particulier). Sur le four R047, la vitesse et le débit d'éjections sont très faibles (vitesse de 1,1 m/s pour une VLE mini de 8 m/s) et il est impossible de trouver une solution technique permettant d'augmenter significativement ces valeurs. Le résultat de la mesure de 2021 indique pour ce four des valeurs nulles de NOx et de poussières. L'exploitant devra démontrer l'impact faible de cet émissaire en fournissant à l'inspection un état des valeurs mesurées sur ce rejet sur à minima 5 ans et comparer les flux émis aux émissions globales du site."  L'exploitant n'a pas fourni de justification sur ces points.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 11 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>~ leur nombre est aussi limité que possible,</li> <li>~ des canalisations internes supplémentaires sont mises en place, si nécessaire, afin de limiter leur nombre</li> </ul> <p>Quatre points de rejets autorisés: R1 sortie traitement de surface, R2 eaux de presses, R3 eaux vannes domestiques, eaux pluviales.</p>
<p><b>Constats :</b> inspection 2021: Constat N°2 : "Le site ne dispose pas actuellement de réseau séparatif avec un rejet industriel unique au milieu (la Boulade). L'exploitant réalise en 2021 des travaux de séparation des réseaux. Ainsi les eaux sanitaires vont être reliées à la STEP communale d'Issoire fin 2021 début 2022. Le canal de la Boulade, utilisé pour recueillir les rejets du site, étant endommagé, l'exploitant réalise également des travaux de renforcement et de chemisage. Une caractérisation des effluents industriels est en cours afin de déterminer si les rejets industriels peuvent être traités en STEP urbaine ou si le rejet sera toujours effectué vers le milieu naturel (après modification des réseaux et création notamment d'un bassin permettant de lisser les effluents). L'exploitant devra présenter à l'inspection le résultat de cette étude sur ses rejets industriels et les comparer aux objectifs de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (dit arrêté RSDE)."</p> <p>Les travaux de séparation sont en cours de réalisation. Une dernière tranche est prévue en 2023 avec notamment la création d'un bassin de rétention des eaux incendie et d'un bassin tampon permettant l'homogénéisation des eaux industrielles avec rejet à la station de traitement urbaine d'Issoire.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant doit poursuivre les travaux de séparation. Il devra également proposer une mise à jour de son arrêté préfectoral afin de modifier les points de rejets des eaux du site et de mettre à jour ce dernier vis à vis de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (dit arrêté RSDE).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement;</li> <li>- La gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées;</li> <li>- Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Constat n°3 inspection 2021: "Depuis plusieurs années, un impact en hydrocarbures est régulièrement identifié sur un piézomètre (Pz6) situé en aval du site Aubert&amp;Duval, sur le terrain de Constellium. La disposition du point Pz6 par rapport aux installations de Constellium permet d'écarter ce site comme étant l'émissaire.</p> <p>Le site d'Aubert&amp;Duval a réalisé des investigations depuis 2019 sur ce site mais n'a pas réussi à conclure sur la source de cette pollution qui semble ancienne d'après les analyses effectuées. D'après la situation d'Aubert&amp;Duval vis à vis de Pz6, il semble être l'émetteur de cette pollution. L'exploitant doit réaliser des investigations supplémentaires afin de déterminer la source et de la traiter ou à défaut démontrer qu'il n'est pas la source de cette pollution.</p> <p>L'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmettre à l'inspection le rapport du dernier cabinet conseil qui est intervenu sur le site (ARCADIS),</li> <li>- réaliser des investigations complémentaires en implantant des nouveaux piézomètres et en réalisant des sondages de sols dans la zone entourant Pz6. Une piste étant la presse PS24, il devra réaliser des sondages au plus près de cette dernière afin de confirmer ou de supprimer cette hypothèse."</li> </ul> <p>Début 2022, une fuite sur la presse PS24 a été identifiée avec un transfert dans les eaux souterraines. Des travaux d'étanchéification ont été réalisés au mois d'août 2022. Des investigations supplémentaires ont été demandées par courrier préfectoral afin de déterminer la zone impactée par la pollution et de réaliser des travaux de dépollution. Mi 2022, cinq piézomètres ont été mis en place.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué sa volonté de continuer la surveillance et les investigations concernant la pollution notamment avec la mise en place d'un système pilote permettant de pomper la pollution surnageante.</p> <p>Il devra également s'assurer que les travaux d'étanchéification de la presse PS24 ont permis de couper la voie de transfert vers la nappe souterraine.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois